







## Elections générales au Brésil

Ce dimanche 5 octobre 2014, 135 millions d'électeurs brésiliens se rendront aux urnes lors des élections générales, pour élire leur président, leurs députés et sénateurs sur le plan national mais aussi leurs gouverneurs et les représentants au parlement pour chaque Etat (c'est un système fédéral). Il faut noter qu'au Brésil le vote est obligatoire.

### Deux candidates pour la présidence

Aujourd'hui au Brésil deux femmes sont au coude à coude selon les sondages, malgré la présence d'une dizaine de candidats : d'un côté Silva Marina et de l'autre Dilma Rousseff.

 	 
<b>MARINA SILVA</b>	<b>DILMA ROUSSEFF</b>
<u>Partis politique :</u> Parti des travailleurs (1986-2009) Parti vert (2009-2011) Réseau durable (2011-2013) Parti socialiste brésilien (PSB) (depuis 2013)	<u>Partis politique :</u> Guérilla Marxiste (1965-1982) Parti Démocratique Travailleuse (1982-2000) Parti des Travailleurs (depuis 2000)

### MARINA SILVA la candidature néolibérale

VS

### DILMA ROUSSEFF à la recherche d'un nouveau souffle

Tous les médias décrivent le caractère de Marina Silva, insistant sur son parcours biographiques, d'origine afro brésilienne et modeste. Sa candidature est présentée comme historique, comme relevant de la même importance que l'élection d'Obama aux Etats Unis. Néanmoins comme pour les Etats-Unis, la couleur de peau ne change en rien les réalités de domination et d'exploitation qui sont à l'œuvre. En effet l' « Obama brésilienne » possède certes une coté sympathique, photogénique, sorte de rêve américain à la sauce brésilienne.

Derrière sa candidature marketing se cache des réalités moins reluisantes : fervente évangéliste pratiquante, Marina Silva est opposé aussi bien à l'avortement qu'au mariage homosexuel alors que Dilma Rousseff en fait deux engagements de campagne.

Autre point de comparaison : Dilma Rousseff propose de revaloriser encore une fois le salaire minimum, mesure qu'elle avait déjà prise en début de mandat et une seconde fois en 2013, s'attirant les foudres du patronat. Marina Silva propose une mesure des plus néolibérale, l'autonomie de la Banque Centrale Brésilienne, laissant libre court à l'influence des marchés au détriment de l'intervention de l'Etat.

Certaines déclarations de la candidate Silva laissent envisager une union douanière avec les Etats-Unis, présageant les pires dérives néolibérales. Insistant sur l'idée de favoriser une intégration du Brésil au club des puissants en se détournant des mécanismes d'intégration régionaux qui ont été créé (Banque du Sud, Conseil de défense sud-américain, Unasur, Celac). De plus, la bourse brésilienne semble dopée par la candidature de Marina Silva.

### **Sur les questions environnementales**

Au nom de l'écologie la candidate socialiste propose de cesser l'investissement étatique en matière énergétique (notamment le pétrole et le gaz) afin de développer une économie de marché verte et durable tout en développant les énergies renouvelables. Ces mesures peuvent paraître écologiques et séduisantes. Néanmoins, elles annoncent en vérité le désengagement de l'Etat en matière de sécurité énergétique : les grands groupes tels que Total, Shell sont loin de s'inquiéter des déclarations d'intention de la candidate.

En effet, de nombreuses ONG luttant pour l'environnement ont dénoncé le procédé de greenwashing auquel participe Marina Silva. Durant son parcours politique, Marina Silva avait été ministre de l'environnement sous Lula avant de démissionner en 2008 : son engagement avait fait reculer de 57% la déforestation et elle avait proposé un moratoire sur les OGM. Sa démission du gouvernement lui avait alors fait gagner un certain prestige, opposé à la construction des barrages hydrauliques, à la destruction de l'Amazonie et aux grandes exploitations latifundistes (grandes propriétés terriennes héritées de la période coloniale). Aujourd'hui le discours de Marina sur les OGM a changé. Son colistier, Beto Albuquerque, est reconnu pour son soutien aux OGM et ses liens avec Monsanto.

Elle se rallie au Parti Socialiste en 2013, quelque mois plus tard et devient colistièrre d'Eduardo Campos pour briguer la présidence du Brésil. En juin 2014, le candidat Eduardo Campos, meurt dans un accident d'avion. Une semaine plus tard, sa colistièrre Marina Silva est investie par le Parti Socialiste brésilien. Durant 10 ans, ses réseaux se sont étendus dans différents milieux et sur différents thèmes. Son image est canalisée en fonction des personnes susceptibles de voter pour elle : écolo pour séduire les classes moyennes internationales, sociale de par ses origines et son passage au Parti des Travailleurs pour séduire une partis des déshérités, évangéliste et noir pour « raciaiser » la campagne, néolibérale pour séduire les groupes et les médias. Parmi ses proches conseillers, on trouve des actionnaires de grands groupes financiers, des lobbyistes et des experts néolibéraux d'Amérique latine.

Son opportunisme et son pragmatisme en font l'outil apolitique néolibéral par excellence. Elle annonce une première fois qu'elle est favorable à la construction des centrales nucléaires alors qu'elles les avaient combattus, puis retire cette proposition car ses soutiens écologiques sont sur le point de la lâcher. Elle annonce qu'elle est favorable au mariage gay avant de se rétracter sous la pression des croyants de sa paroisse évangélique. Elle tente d'incarner et de canaliser la défiance populaire vis-à-vis des partis politiques entachés de corruption tout en s'inscrivant au sein du parti socialiste !

Si Dilma Rousseff l'emporte, elle devra en profiter pour marquer des ruptures tant attendues par ses alliés de gauche et devra alors faire face à une opposition hostile et virulente comme en Bolivie ou au Venezuela. Si Marina Silva l'emporte, une nouvelle vague néolibérale viendra transformer le rêve brésilien en cauchemar version USA.

### **A propos des tensions sociales depuis 2013**

Entre deux matchs de foot de la Coupe du Monde qui se tenaient au Brésil, de nombreux médias ont fait état de protestations diverses et de revendications de la part de certains secteurs de la population. Les principales critiques ont débuté durant l'année 2013 et portaient sur les coûts exorbitants pour l'organisation du Mondial de football au détriment de l'investissement dans les services publics. Alors que dans l'imaginaire collectif, le Brésil est censé être une nation pluriethnique, mélange des origines et des genres, mais aussi un pays festif et de football, la réalité est plus complexe qu'un résumé de deux minutes au journal de 20 h. Sur le drapeau brésilien, il est écrit « Ordre et progrès » : il faut avant tout maintenir l'ordre pour accéder au progrès. Il existe un ordre racial et social indéniable au Brésil, hérité de la colonisation portugaise : spoliations et exterminations des populations indiennes, esclavages et traites négrières, exploitations des classes laborieuses de toute origine.

Les tensions sociales et raciales, qui sont liées notamment dans les favelas, conduisent à des nombreuses exactions conduites par la police militaire, lourdement armée qui, arguant de l'objectif de la lutte contre la drogue conduite de véritable opération de pacification dans des quartiers pauvres de RIO.

Que ce soit dans les stades privés lors du Mondial de la FIFA ou dans les manifestations des rues, vous n'avait sûrement vue que très peu de personnes ayant d'origine non occidentale, si ce n'est sur le terrain. Pour ce qui est des protestations sur la redistribution dans des services publics, c'est une réalité, le gouvernement a fait un choix politique afin d'organiser le Mondial et obtenir un rayonnement international. La santé, l'éducation et le transport ont été les principaux thèmes des protestations qui concernaient avant tout la classe moyenne. Tout à débiter par l'augmentation des prix du billet de bus. En effet, l'investissement massif dans le mondial a mis en lumière le manque d'investissement dans d'autres secteurs.

Ainsi durant plus d'un an entre janvier 2013 et juin 2014, de nombreuses protestations ont émaillé l'actualité brésilienne. L'attitude du gouvernement a été ambivalente, entre répression violente, dialogue de sourd, écoute et négociation. La présidente Dilma Rousseff, consciente des contradictions, des disparités régionales et sociales annonce en juin 2013 la mise en place après les

élections présidentielles d'octobre 2014 d'un référendum constitutionnel pour transformer les institutions politiques sclérosées du Brésil qui favorisent corruption, reproduction des classes sociales et domination bourgeoise. Aussitôt, cette déclaration faite en juin 2013, toute la droite brésilienne est montée au créneau afin de dénoncer les dérives « révolutionnaires » de Dilma Rousseff.

En effet, depuis l'élection du syndicaliste Lula Ignacio Da Silva en 2002 puis sa réélection en 2006 et l'élection de Dilma Rousseff en 2010, le Parti des Travailleurs avec ses différents alliés (socialistes et communistes) avait gouverné dans les cadres constitutionnels adoptés en 1988. Cadres qui confèrent une grande autonomie à chaque Etat en matière de santé, logement, éducation etc. La mainmise sur de larges pans de l'économie et des institutions brésiliennes par les classes possédantes n'était pas réellement remise en cause faute de soutien populaire et d'une majorité parlementaire homogène. Après trois échecs consécutifs à la présidence (1989, 1994, 1998,) Lula avaient adouci ses revendications et ses propos, arrivant à séduire un certain nombre de Brésiliens progressiste de la classe moyenne. La réappropriation des richesses avait laissé place à la redistribution des richesses, le projet n'était plus de renverser l'ordre établi, mais de s'inscrire dans l'ordre établi pour obtenir certains progrès.

Entre 2002 et 2014, les gouvernements de Lula et de Dilma Rousseff ont amélioré les conditions matérielles d'existence de nombreuses familles : la pauvreté est passée de 28% en 2002 à 8,6% en 2014. En l'espace de 10 ans, 35 millions de Brésiliens sur presque 200 millions ont échappé à la pauvreté. De même, le travail des enfants a été divisé par deux, passant de 16% en 2002 à 8% en 2014<sup>1</sup>. Emporté par la croissance économique mondiale, les gouvernements successifs n'ont pas rompu avec l'orthodoxie néolibérale du FMI ou de la Banque Mondiale, mais ont appliqué une volonté ferme de justice sociale en mettant en place un certain nombre de programmes sociaux. De même le rôle international de grands monopoles brésiliens comme Petrobras (industrie pétrolière) et Odebrecht ( ingénierie civile et constructions) mènent parfois à des logiques impérialistes, notamment dans des pays africains comme l'Angola ou le Mozambique sous couvert de coopération « sud-sud ».

Ces logiques contradictoires, qui concernent l'ensemble des BRICS , se retrouvent également dans la mise en place d'une banque du sud considérée comme le pendant de la banque mondiale. Cette démarche semble cependant parfois correspondre plus à une logique d'influence qu'une rupture avec l'ordre existant.

Aujourd'hui, les inégalités entre revenus du travail et rente du capital sont très fortes. De plus, sur le plan international, le Brésil a largement gagné en autonomie face aux Etats-Unis, favorisant une intégration régionale en Amérique du sud au détriment d'une alliance continentale avec les Etats-Unis.

D'un point de vue politique, le gouvernement de Lula et de Rousseff n'ont pas été révolutionnaires mais ont été plus enclins à créer les conditions d'un Etat souverain en consolidant tant bien que mal un Etat providence. Le système clientéliste brésilien empêche toute transformation radical de l'ordre établi, les puissances conservatrices et économiques du Brésil se sont abstenues de toute réelle opposition contre les gouvernements successifs de gauche dans la mesure où le PT et ses alliés ne remettaient pas en cause ni les rentes économiques, ni le système politique.

---

<sup>1</sup> <http://www.oecd.org/fr/emploi/emp/2955636.pdf> et chiffre de l'Unicef pour 2014

## **Sur la situation des communistes brésiliens**

Au Brésil il n'existe non pas un mais deux partis communistes qui ne se suivent pas la même stratégie.

Le PCDoB, Parti Communiste du Brésil est membre du gouvernement et de la coalition menée par Dilma Rousseff, et considère qu'il faut se battre à l'intérieur de la majorité pour approfondir le changement.

Le PCB, Parti Communiste Brésilien, se situe lui dans l'opposition à Dilma Rousseff et préfère miser sur la résistance sociale et la présentation de son propre candidat à la présidence de la république, critiquant vertement la corruption et les agissements de la police militaire.

Les deux jeunesses communistes (UJS et JCB) liées à ces deux partis sont membres de la FMJD.